L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 17 AOUT 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISER.
N° 63, rue de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 17 AOUT.

POUR PRESIDENT :
WINFIELD SCOTT.
DE LA VIRGINIE.

POUR VICE-PRESIDENT :
WM. A. GRAHAM.
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président:

Premier District.—JACQUES TOUTANT, de St-Bernard, (substitut, J. B. WILKINSON Jr., de Plaquemines.)

Second District.—CHRISTIAN ROSELIUS, d'Orléans; (substitut, CYPRIEN DUFOUR, d'Orléans.)

Troisième District.—DUNCAN F. KENNER, de l'Ascension, (substitut FERGUS GARDERE, de Jefferson.)

Quatrième District.—GEO. W. WATTERSTON, de Livingston. (substitut, R. J. BARROW, de Iberville.)

Cinquième District.—ALEXANDRE DECLOUET de St Martin; (substitut, J. K. ELGEE, des Rapides)

Sixième District.—JOHN RAT, de Ouachita, (substitut, D. F. BOYDEN, de Caddo.)

CONTRASTE.

Le Général Scott.	M. Pierce.
Monsieur, je vais dire en peu de mots ce que je pense de la Convention de Baltimore, et de l'Union, ou Compromis; et je désire que les deux sont associés et complétement consommés, et qu'aucun ne sera violé ni enfreint.	*On m'a demandé si j'ai mais la loi sur les esclaves fugitifs. J'ai répondu que non, que je l'abhorrais. Je me rétracte à la lumière de la vérité et de la raison. Cette loi viole l'humanité et le droit naturel.*
(Discours prononcé par M. Pierce, à Manchester, N. H., le 2 janvier 1850.)	

Discours du Général Scott à la délégation du Massachusetts.)

OPINION DE L'ABOLITIONISTE GIDDINGS
SUR LE GENERAL SCOTT
Et le Programme Whig

"Je sais que l'on cherche à déconsidérer notre libre discussion à soutenir le candidat whig à la prochaine présidence. Il y a longtemps que je connais le jugement que a été donné de candidat, de ses principes personnellement aucune objection contre le général Scott pas plus que contre le candidat démocrate. Mais s'il est élu, il s'est *engagé maintenir les cours de législation existantes qui concernent l'esclavage*, le trafic des nègres, et *les dispositions actuelles de la loi sur les fugitifs*, l'abolitionniste doit s'unir à tous les hommes qu'on pourra trouver dans le Nouveau Nord, et dans le territoire d'Utah, *et s'opposer de tout son pouvoir à l'élection du général Scott.*

LES ELECTIONS EN ANGLETERRE.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en Angleterre et en Irlande ont été marquées par des désordres d'un caractère trop grave pour n'avoir point fixé l'attention de l'ancien et du nouveau Monde. Il s'agissait en apparence d'approuver ou de condamner un ministère, mais sous la question de libre échange, et de la protection, qui semblait être le fond de débat, il y avait ces haines religieuses qui couvent sourdement en Angleterre et qui transformeront tôt ou tard l'Irlande en une sanglante arène. Quel est le résultat des élections ? Le ministère a obtenu une majorité, et cette majorité paraîtra pourtant se composer point de protectionnistes. C'est donc moins un triomphe politique qu'un succès individuel. Les mesures rigoureuses décrétées contre les catholiques ont rallié au Cabinet des adhésions qu'il n'aurait pas obtenues autrement, et nous assistons à cet étrange spectacle d'un ministre que toute une nation maintient aux affaires et qui ne pourra cependant pas réaliser son programme. Cette anomalie s'explique par ce que nous avons dit plus haut. Quoiqu'il en soit, si lord Derby parvient, avec la majorité qui lui est acquise, à établir sur le bilé un droit de 5 shellings, destiné à protéger l'agriculture, sans augmenter le prix du pain, il aura fait tout ce qui lui est permis d'accomplir. Il ne songe pas d'ailleurs à revenir sur les faits accomplis et sur les mesures de sir Robert Peel. Il a blâmé celui-ci d'avoir *entièrement* supprimé les droits sur le blé, mais il ne cherchera pas à rétablir un passé à jamais détruit. La cause de la protection—de la protection dans le sens de l'entendait autrefois en Angleterre, c'est-à-dire d'un odieux monopole—la cause de la protection, écrit-on de Londres, était morte, mais pas encore enterrée ; aujourd'hui ce sont ses représentans officiels qui viennent son convoi. L'autre jour, c'était lord Stanley, le fils du premier ministre, qui déclarait que le rétablissement de la protection était une chose absolument impossible; dernièrement un autre ministre, le président du Bureau du Commerce, disait : "Il n'entre dans l'esprit de personne de vouloir rétablir des lois que la voix du pays repousse complétement." En ce moment même, le cand.dat ministériel en province, le candidat du gouvernement, déclarait tout net dans sa profession de foi qu'il regarde la question comme résolue, et qu'il n'y faut plus penser. Désormais donc le pain est affranchi, comme les catholiques ont été affranchis il y a vingt ans environ. Ils ont été les esclaves il y a quinze ans et comme ils seront les juifs avant deux ou trois ans.

La question religieuse est la seule dont se soient préoccupés les électeurs. C'est au cri de *no papery* que les amis du ministère se sont mis à l'œuvre. Les candidats du gouvernement s'sont songé à faire valoir que leur titre de protestans, et c'est sur ce terrain qu'ils ont engagé la bataille. La lutte a été principalement, à Plymouth et dans le Middlesex. Liverpool, le foyer du libre échange, a nommé, dans sa haine du catholicisme, deux représentans opposés à la liberté du commerce, les passions religieuses, dit un correspondant, ont eu dans cette ville le dernier sur les intérêts commerciaux. Pour mieux s'expliquer cette effrayante anomalie, on doit se rappeler que les amis de sir Robert Peel se sont opposés à une dernière mesure en faveur des catholiques, c'est approuver par nos suffrages le projet de sir Stafford, qui a adopté. Pourquoi voteriez-nous pour le candidat ministériel, M. H., le partisan de la question au gouvernement colonial des provinces intéressées.

Nous lisons en outre dans une dépêche télégraphique

"La nouvelle que le différend relatif aux pêcheries avait été réglée est inexacte. M. Crampton, le ministre anglais, a eu aujourd'hui (6 août), une entrevue avec le président. J'ai les meilleures raisons de croire que la question (on n'être résolue commence à inquiéter les plus vives inquiétudes. On a appris que le gouvernement anglais ne s'était jamais proposé de mettre à l'épreuve le point contesté du traité pour le soumettre à l'arbitrage, et que l'intention de la part du